

## **GARANTIES COMPLEMENTAIRES ECOFONDS XXX G-PLUS**

Outre toutes les garanties mises en avant dans la présentation de l'ECOFONDS XXX G-Plus au A.6, les associés/investisseurs des SNC de l'ECOFONDS XXX G-Plus bénéficient des garanties complémentaires suivantes.

### **DEFINITION DES GARANTIES**

#### **GARANTIE DE BONNE FIN FINANCIERE :**

ECOFIP garantit qu'une fois leur apport initial réalisé, les associés/investisseurs ne seront plus sollicités en trésorerie durant toute la période de détention de leurs parts sociales dans les SNC rattachées à l'ECOFONDS XXX G-Plus (qui est d'un minimum de 5 ans) pour quelque motif que ce soit, comprise toute variation du montant de l'investissement éligible et/ou des subventions obtenues, et donc de la base défiscalisable qui en découle, mentionné au 3 de la présentation de l'ECOFONDS XXX G-Plus.

#### **GARANTIE DE BONNE FIN FISCALE :**

ECOFIP garantit qu'en cas de demandes d'information et/ou de proposition de rectification de l'administration fiscale de la réduction d'impôts mentionnée sur l'attestation fiscale transmise par elle aux associés/investisseurs pour leur déclaration de revenus 2015 sur les revenus 2014, entraînant une réduction de tout ou partie de leur avantage fiscal, elle s'engage à répondre aux demandes et/ou contester tout ou partie des propositions de rectification et, s'il y a lieu, à verser aux associés/investisseurs la somme réclamée (y compris les intérêts et pénalités). La garantie est exclue en cas d'inobservation par l'associé/investisseur de ses propres obligations (exemple : la non conservation de ses parts sociales sur un minimum de 5 ans).

### **BENEFICE DES GARANTIES**

Pour bénéficier des garanties sus mentionnées, l'associé/investisseur devra communiquer dans le délai de quinze jours toute correspondance émanant de l'Administration Fiscale (de la simple demande d'information à la proposition de rectification) à ECOFIP, de telle sorte que celle-ci puisse utilement répondre aux demandes et/ou contester tout ou partie des propositions de rectification.

Les associés/investisseurs s'engagent à suivre les recommandations et les directives indiquées par ECOFIP, ainsi qu'à signer tous documents dont la rédaction serait proposée par ECOFIP.

Il est expressément précisé qu'ECOFIP ne délivrera les garanties énoncées ci dessus que pour autant qu'elle exercera, au moment de leur mise en jeu, les fonctions de gérante des SNC concernées, mais que ces garanties prendront automatiquement fin en cas de révocation.

PARAPHE

## **EXECUTION DES GARANTIES**

S'agissant de la garantie de bonne fin fiscale, ECOFIP aura la faculté, soit de verser directement les sommes en cause au Trésor Public, soit de solliciter le sursis de paiement sur le fondement de l'article L. 277 du Livre des Procédures Fiscales, en présentant à l'Administration fiscale les garanties qu'elle jugera les plus appropriées (caution bancaire, gage d'espèces...).

Dans l'hypothèse où ECOFIP aurait versé lesdites sommes, directement dans les caisses du Trésor Public, elle sera subrogée dans les droits et actions des associés/investisseurs et ceux-ci s'engagent à lui reverser la totalité des sommes remboursées par le Trésor Public, même en cas d'appel de l'Administration Fiscale (consécutivement à un jugement de première instance qui serait exécutoire).

Le reversement des sommes majorées des éventuels intérêts de retard versés par le Trésor Public à ECOFIP s'effectuerait dans un délai de 10 jours qui suivent la perception des fonds par les associés/investisseurs.

ECOFIP est expressément autorisé à produire le présent document afin de justifier de son intervention directe auprès de l'Administration Fiscale ou du Trésor Public. A toutes fins utiles, les associés/investisseurs lui donnent mandat pour les représenter devant toute instance administrative ou juridictionnelle dans le cadre de toutes demandes et/ou propositions de rectification de l'Administration exposées ci-dessus.

## **CONTREPARTIE**

En contrepartie des garanties données par ECOFIP, les associés/investisseurs renoncent à engager toutes instances et actions devant les juridictions judiciaires et/ou administratives (ou autres) à l'encontre d'ECOFIP, ayant pour objet, ou pour effet, directement ou indirectement de remettre en cause le schéma de défiscalisation externalisée exposé dans le présent dossier de l'ECOFONDS XXX G-Plus, mis en place par ECOFIP. Les associés/investisseurs renoncent expressément en conséquence à toute demande d'indemnisation complémentaire à quelque titre que ce soit.

## **RAPPEL**

*La société ECOFIP a souscrit auprès de COVEA RISKS SA une police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle portant le N° 115.420.459, à hauteur de 1.500.000 euros par sinistre et par an, la franchise par sinistre étant limitée à 40.000 euros.*

SIGNATURE